



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Nantes, le 15 janvier 2024

Service des risques naturels et technologiques
Unité interdépartementale Anjou Maine

Affaire suivie par Aurélia CHANTEPERDRIX
aurelia.chanteperdrix@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.72.74.76.47
Réf : 2023-0863

La directrice régionale,

**A l'attention de NOURIVRAI
Vaugoust, 72170 PIACE**

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à PIACE, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale n°3642-3 et du BREF principal FDM 2019. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 04 février 2021 un dossier de réexamen.

Après examen par l'inspection des installations classées, **et sous réserve du positionnement à la MTD du BREF EFS (cf.en annexe)**, le dossier de ré-examen transmis peut être jugé recevable.

Considérant votre engagement de conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission

européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Certaines précisions sont cependant attendues par l'inspection des installations classées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen.

Elles figurent en annexe du présent rapport et devront être apportées dans les meilleurs délais.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Pôle Risques Accidentels
de l'Unité Interdépartementale
Anjou-Maine



Franck DELACROIX

Copie :
– préfecture de la Sarthe.

ANNEXE
Précisions sollicitées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen
Société NOURI'VRAI à PIACE

- 1. Rubriques IOTA : Il est demandé à l'exploitant de confirmer l'absence dans son positionnement de classement IOTA en particulier pour la rubrique 2.1.5.0
- 2. Émissions atmosphériques : Disposer d'un inventaire des points de rejets canalisés. Présenter les différentes techniques de traitement pour chacun des points de rejets canalisés
- 3. MTD 14 (Limitation des nuisances sonores) : Se positionner vis-à-vis des techniques a) à e). Cette MTD est applicable. Une ou plusieurs techniques a) à e) doivent être mises en œuvre
- 4. MTD 17 (Réduction des émissions canalisées de poussières) : En lien avec la MTD 5, des mesures de poussières sur la presse 1 doivent pouvoir être réalisées. Étudier puis mettre en œuvre les accès et les aménagements nécessaires pour la réalisation de ces mesures
- 5. MTD BREF EFS : La MTD indique : « Prévoir la réduction des poussières et un niveau d'émissions associé à la MTD compris entre 1 et 10 mg/m³ selon la nature des substances stockées. Déterminer le type de technique de réduction au cas par cas (voir § 4.3.7). »
Se positionner par rapport à cette MTD. Un contrôle des émissions captées notamment au niveau de la fosse de réception est nécessaire.